

International Affairs

Nº 01 - JANVIER 2025

AUDIT ET ASSURANCES

Directive sur la divulgation d'information en matière de durabilité

Accountancy Europe a publié un rapport de situation de la transposition de la directive ([lien](#)), qui contient des informations relatives à la portée, les dispositions spécifiques en matière de juridiction, les prestataires de services d'assurances et leur supervision, ainsi que les sanctions prévues. Elle a également publié un document avec des [questions fréquentes concernant l'assurance de l'information en matière de durabilité](#).

Actuellement, 18 pays (dont la Norvège), ont adopté la CSRD ; 7 pays comptent déjà un projet de loi (parmi lesquels l'Espagne) et les autres (au nombre de 4 dont l'Islande) disposent d'un avant-projet de loi.

En ce qui concerne la prestation de services d'assurances sur l'information en matière de durabilité, **IESBA** a approuvé les normes applicables aux prestataires de ce type de services et aux responsables de leur élaboration ([lien](#)).

Réduction des charges administratives

Comme cela a été mentionné dans le dernier bulletin, pendant le [sommet de Budapest](#) de l'UE, qui s'est tenu le 8 novembre 2024, le Conseil a accordé la nécessité d'une révolution en matière de simplification des charges administratives et une norme claire et intelligente. Les dernières informations indiquent que la proposition de la loi Omnibus annoncée par la Commission Européenne sera rendue publique fin février. Cette norme se centrerait sur la CSRD, la taxonomie et la directive de Due Diligence (CS3D). Par ailleurs, une autre norme centrée sur d'autres aspects sera proposée également.

Accountancy Europe suit de près ce sujet, qui a suscité un grand intérêt dans différents domaines et a publié deux documents :

- 10 points à prendre en compte avant d'élaborer les propositions : il s'agit d'un document très général sur les principes qui doivent régir ce projet : [Administrative burden reduction: 10 principles for policymakers](#).
- Recommandations spécifiques pour la réduction des obstacles administratifs, qui met l'accent sur l'importance de ne pas changer le fond de la norme, de préserver l'intégrité de la loi, et notamment de ne pas altérer les réquisits déjà implantés. [Administrative burden reduction: Accountancy Europe's first specific recommendations](#).

Une « [collecte de données](#) » a également été lancée par la CE sur le portail des initiatives (Have your say) dont la date limite a été fixée au 31 janvier, sur la stratégie en matière de compétitivité de l'UE, qui inclut la réduction des obstacles administratifs. À la date de cette publication, il y a peu de contributions.

Enfin, il est intéressant de réviser le [résumé des engagements acquis par les commissaires européens](#) et les [objectifs de la présidence polonaise](#) qui consignent cet objectif. Pour sa part, le Conseil affaires économiques et financières (Ecofin) s'est réuni le 21 janvier pour débattre cette question dans l'ordre du jour. Il s'agit d'une première discussion et d'après ce qui a été dit en conférence de presse, elle sera ajoutée comme point à l'ordre du jour de toutes les réunions d'Ecofin ([lien vers la conférence de presse](#)).

Une norme en cours qui aborde le sujet des charges administratives englobe :

- **Amélioration des outils numériques pour les entreprises**, au sein du train de mesures visant à réduire la charge administrative COM(2023) 177 ([lien](#)). Publiée au JOUE ([lien](#)).

Quant à la transposition de la [Directive déléguée qui modifie les critères pour la classification des entreprises selon leur taille](#), nous collectons des informations concernant les mesures adoptées dans les pays de l'UE. Le site Web du JOUE présente les pays qui ont déjà adopté des mesures et qui varient entre ceux qui ont rattaché l'obligation de l'audit à la définition de petite entreprise et ceux qui établissent des limites spécifiques pour déterminer l'obligation des entreprises de se soumettre à un audit.

Le document **Accountancy Europe** [Audit exemption thresholds](#) indique la situation dans 32 pays européens (27 de l'UE plus le Royaume-Uni, la Turquie, la Norvège, l'Islande et la Suisse) avant la publication de la directive déléguée. La République tchèque, l'Espagne, Chypre, le Luxembourg, Malte, l'Autriche, le Portugal et la Finlande n'ont pas encore communiqué les mesures d'adoption à la CE.

Obligations vertes

Proposition de [Modèles pour les divulgations volontaires d'informations ultérieures à l'émission](#) :

- Règlement délégué sur le contenu, les méthodologies et la présentation de l'information volontaire présentée par les émetteurs d'obligations sur les modèles d'information périodique post-émission et annexe.
- Normes et procédures sur les sanctions et imposition de paiements périodiques d'ESMA aux contrôleurs externes.
- Sur les fees qu'ESMA doit imposer aux contrôleurs externes.

Ouvert aux commentaires jusqu'au 28 janvier.

ESMA Liste des entités qui remplissent les exigences du règlement des obligations vertes (articles 69 ou 70) ([lien](#)).

Numérisation

ESMA : consultation sur la numérisation des informations financières et de durabilité ([lien](#)). ESMA a publié un document de consultation pour recueillir l'avis des personnes intéressées sur la façon dont le format unique européen (ESEF en anglais) peut s'appliquer à l'information en matière de durabilité. Les propositions visent également à améliorer la charge administrative associée aux informations financières.

Le document comprend des propositions sur le marché de l'information (avec une approche par phases) et la redéfinition de l'approche pour le marché, des notes aux états financiers consolidés préparés selon les IFRS.

Les personnes intéressées sont invitées à envoyer leurs commentaires avant le 31 mars.

Nouveautés dans d'autres pays

- Allemagne

- Registre au WPK comme auditeur de rapport de durabilité et présentation de preuve de participation dans la formation ([lien](#)).
- Communiqué N° 22 - Effets du manque de mise en œuvre de la Directive (UE) 2022/2464 sur les taxes de l'exercice 2024 pour le calcul du « fee cap » (WPK) ([lien](#)).

- France

- **H2A** : version en anglais de la norme française de vérification de l'information en matière de durabilité ([lien](#)).
- **CNCC CSRD** – Manque de désignation d'un auditeur ou d'un fournisseur de services de vérification ([lien](#)).

- Italie

- Nouvelles [normes de conduite](#) du conseil d'audit des entreprises cotées et non cotées qui seront appliquées à partir du 1^{er} janvier 2025.

- Pays-Bas

- La **NBA** publie une norme sur la mise en œuvre tardive de la CSRD. L'alerte NBA 49 se centre sur les conséquences de mise en œuvre tardive de la directive sur le reporting de durabilité des grandes entreprises (CSRD) dans la loi, et sur l'interprétation des dispositions législatives visées au paragraphe de conclusion de l'auditeur ([lien](#)).
- Un outil a également été créé, qui permet aux auditeurs de confirmer s'ils possèdent les compétences professionnelles pour exercer comme contrôleur ([lien](#)).
- Des positions conjointes du Comité de PME de la NBA, Novaa et SRA sont établies sur les stages pour les PME plus petites ([lien](#)).

- Royaume-Uni

- **FRC** publie les découvertes des inspections des compagnies de niveau 2 et 3 ([lien](#)).
- Mise à jour de l'analyse de concurrence sur le marché de l'audit ([lien](#)).

- USA

- [PCAOB Staff report](#) priorités 2025.
- **PCAOB** Staff Report sur la culture des compagnies d'audit ([lien](#)).
- **PCAOB** [Audit Focus: Audit Committee Communications](#).
- La **SEC** a approuvé une norme de **PCAOB** qui permettra de rayer du registre les compagnies qui ont fermé ou qui n'ont pas présenté le formulaire annuel pendant deux années consécutives ([lien](#)).

- **ESMA** XBRL files et conformité suite ([lien](#)).
- État de l'adoption des normes internationales publiées par **IFAC** [International Standards: 2024 Global Adoption Status Snapshot](#).
- Document d'**IFAC** Building Trust in Sustainability Reporting and Preparing for Assurance: Governance and Controls for Sustainability Information ([lien](#)).
- Rapport d'Audit Analytics sur les fees [2024 Audit Fee Trends: A 20-Year Review](#).

INFORMATION CORPORATIVE

En matière de normes d'information sur la durabilité

- 64 nouveaux sujets disponibles sur l'application des ESRS. À l'issue de cette mise à jour, il y a désormais 157 sujets publiés par **EFRAG** ([lien](#)).
- **EFRAG** : Norme pour l'application volontaire des ESRS par les PME non cotées (VSME) ([lien](#)).
- **EFRAG** Addenda technique au ESRS IG 3 ([lien](#)).
- **Accountancy Europe**: aspects clés sur l'approche du prestataire de services d'assurances à double matérialité, l'information de la chaîne de valeur et les plans de transition.
 - [Double materiality](#)
 - [Value chain information](#)
 - [Transition plans](#)
- **Règlement délégué (UE) 2024/3215** de la Commission, du 28 juin 2024, corrigeant certaines versions linguistiques du Règlement délégué (UE) 2021/2139, qui complète le règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil qui établissent les critères techniques de sélection pour déterminer les conditions dans lesquelles il est considéré qu'une activité économique apporte une contribution substantielle à l'atténuation du changement climatique ou à son adaptation, et pour déterminer si cette activité économique ne

cause pas un préjudice important à l'un desdits objectifs environnementaux (concerne la version espagnole) ([lien](#)).

- **Règlement (UE) 2024/3005** du Parlement européen et du Conseil, du 27 novembre 2024, sur la transparence et l'intégrité des activités de qualification environnementale, sociale et de gouvernance (ASG), et qui modifie les règlements (UE) 2019/2088 et (UE) 2023/2859 (Texte pertinent aux effets de l'EEE) ([lien](#)).
- **Règlement (UE) 2024/3234** du Parlement européen et du Conseil, du 19 décembre 2024, qui modifie le règlement (UE) 2023/1115 en matière de dispositions relatives à la date d'application (deforest) ([lien](#)).
- **Règlement d'exécution (UE) 2024/3084** de la Commission, du 4 décembre 2024, sur le fonctionnement du système d'information en vertu du règlement (UE) 2023/1115 du Parlement européen et du Conseil, relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts ([lien](#)).

Autres informations corporatives

- **ESMA** New Q&As available ([lien](#)).
- Lettre d'**ESMA** à IASB sur l'ED « Exemples sur Climate related and other uncertainties » ([lien](#)).

AUTRES SUJETS

Présence internationale de l'ICJCE

L'assemblée annuelle des membres d'**Accountancy Europe** s'est déroulée le 12 décembre à Bruxelles, l'occasion de renouveler les postes de président (désormais occupé par Jens Poll d'Allemagne) et de président adjoint (désormais occupé par Giancarlo Attolini d'Italie) et d'autres postes exécutifs, et d'approuver le budget.

Víctor Alió s'y est rendu en représentation de l'ICJCE.

Vous pouvez consulter d'anciens numéros sur ce [lien](#)

Bulletin numérique élaboré par l'Instituto de Censores Jurados de Cuentas de España

www.icjce.es

ISBN : 978-84-17367-84-8

[Demander la résiliation](#)

Cet e-mail et les documents joints s'adressent exclusivement aux destinataires indiqués. L'information contenue peut être CONFIDENTIELLE et/ou être PROTÉGÉE PAR LA LOI, et elle ne représente pas nécessairement l'avis de l'ICJCE. Si vous avez reçu cet e-mail par ERREUR, merci de le communiquer immédiatement à l'expéditeur et de l'ÉLIMINER, car VOUS N'ÊTES PAS AUTORISÉ à utiliser, révéler, distribuer, imprimer ou copier une partie ou la totalité des informations qu'il contient. Merci.